



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes
d'information de la défense**

Le Kremlin-Bicêtre, le 30/01/2025

Règlement de la consultation PHASE CANDIDATURES

IDENTIFICATION DU CONTRAT :

Numéro de consultation :	DAF_2023_001484
Objet du Marché :	« SOUTIEN SYMPHONIE » Fourniture d'équipement réseau, de postes téléphoniques et de logiciels, avec MCO du système de téléphonie et MCS du réseau.
Code(s) CPV :	32522000-8 - Équipements de télécommunications
Valeur principale :	
Groupe de marchandises :	33.01.03 - Équipement de téléphonie fixe, y compris autocommutateur (PABX)

Sécurité

Marché avec détention d'ISC

Spécial France : oui ☒ / non ☐

Procédure de passation : Marché de défense ou de sécurité passé selon une procédure formalisée : Procédure avec négociation - Articles L. 2324-3, R. 2324-3 et R. 2361-8 à R. 2361-12 du code de la commande publique

Technique d'achat : Accord-cadre à bons de commande

Organisation de l'achat :

- **Allotissement :** oui ☐ / non ☒
- **Marché à tranches :** oui ☐ / non ☒
- **Réservation de marché à certains opérateurs économiques :** oui ☐ / non ☒

Reconductible : oui ☒ / non ☐

Variante autorisée : oui ☐ / non ☒

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES CANDIDATURES

03/03/2025 à 12h00

Seul un dossier de candidature est à soumettre à ce stade. Les documents relatifs à l'offre seront communiqués et exigés des seuls candidats retenus à l'issue de cette première phase.

PREAMBULE

Le présent règlement de consultation a notamment pour objet de :

- Décrire les modalités de la consultation ;
- Définir le contenu des candidatures, ainsi que les modalités de leur remise ;
- Préciser les modalités et critères d'examen des candidatures.

Il est convenu de donner aux mots et expressions avec une majuscule, ci-après désignés dans le présent document, le sens suivant :

- Acheteur : désigne le pouvoir adjudicateur (personne morale), au sens de l'article L. 1211-1 du CCP, ou son représentant (personne physique), désigné par lui pour accomplir tout acte lié à la passation et/ou l'exécution du Marché ;
- Marché : désigne le présent accord-cadre **DAF_2023_001484**
- Officier de sécurité de l'Acheteur : désigne l'autorité en charge de la réalisation des enquêtes administratives pour le renseignement et la sûreté, autres que l'habilitation, et de l'élaboration du plan contractuel de sécurité.

ARTICLE 1 TEXTES DE RÉFÉRENCE

La présente consultation est passée en application :

- Des dispositions du code de la commande publique (CCP) ;
- De l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- De l'arrêté du 15 mars 2021 portant approbation de l'instruction ministérielle n° 900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles.

ARTICLE 2 ACHETEUR

2.1 Pouvoir adjudicateur et représentant du pouvoir adjudicateur

Le présent marché est passé au nom et pour le compte de l'État au profit du ministère des Armées, pouvoir adjudicateur au sens de l'article L. 1211-1 du CCP.

Les représentants du pouvoir adjudicateur sont :

- le directeur central de la DIRISI,
- le directeur central adjoint de la DIRISI,
- la directrice de la division acquisition logistique de la DIRISI,
- le sous-directeur de la gouvernance acquisition logistique de la DIRISI,
- le directeur du service d'ingénierie contractuelle et logistique (SICL), et ses représentants

2.2 Service chargé des opérations de passation du marché

Le service chargé des opérations de passation du présent marché est :

Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense

Service Ingénierie Contractuelle et Logistique (SICL)
Département Ingénierie, Prescription et Marchés (DIPM)
Bureau marchés Informatiques & Télécommunications
Section « Télécommunications »

Le contact au niveau du bureau chargé des opérations de passation est :

sicl-dipm-bmarkb-telecom.ach.fct@intradef.gouv.fr

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation, les candidats devront faire parvenir, en temps utile, une demande : via le profil acheteur plate-forme des achats de l'Etat, à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

2.3 Bénéficiaires du marché

La DIRISI est en charge de la passation de cet accord-cadre et assure un rôle de « service centralisateur », le présent marché ayant un périmètre ministériel.

La DIRISI est le seul organisme habilité à émettre des bons de commande sur le fondement du présent accord-cadre.

ARTICLE 3 OBJET DU MARCHÉ

Le présent contrat est un marché de services.

Le marché a pour objet la fourniture d'équipements réseau, de postes téléphoniques et de logiciels, le maintien en condition opérationnelle du système de téléphonie (d'usage général) et le maintien en condition de sécurité du réseau, le traitement de l'obsolescence du centre de gestion, la réalisation de passerelles IP/IP ainsi que des prestations d'étude, de conception, d'installation et de mise en œuvre, en métropole, en outre-mer et à l'étranger.

L'objectif est de permettre le maintien du service de téléphonie actuelle au sein des armées.

Ce marché est présenté de manière plus détaillée en annexe 3 du présent règlement.

ARTICLE 4 DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

La présente consultation se déroulera en deux temps :

❖ Une première « PHASE CANDIDATURES », objet du présent règlement de la consultation

Cette première phase comprend :

- Le dépôt des candidatures des opérateurs économiques ;
- L'analyse des candidatures par l'Acheteur : recevabilité et jugement des capacités (financières, techniques et professionnelles) des candidats sur la base des documents exigés dans le présent règlement.

Elle a pour objet de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre lors de la seconde « phase offres ».

Les candidats admis à soumissionner se verront adresser une invitation à soumissionner à l'issue de cette première phase, dans les conditions prévues par le présent document.

❖ **Une seconde « PHASE OFFRES », après l'analyse des candidatures et la sélection des candidats admis à présenter une offre.**

Cette seconde « phase offres » a pour objet d'attribuer le marché au candidat admis à soumissionner présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base de critères d'attribution qui seront portés à la connaissance des candidats.

Les modalités de consultation de la phase offres seront précisées dans un règlement de la consultation « PHASE OFFRES » qui sera communiqué aux candidats admis à soumissionner.

ARTICLE 5 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

5.1 Procédure de passation et technique d'achat

Le présent marché est un marché de défense ou de sécurité, passé en vertu de l'article L. 1113-1 4° et selon la procédure formalisée avec négociation des articles L. 2324-3, R. 2324-3 et R. 2361-8 à R. 2361-12 du code de la commande publique.

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre monoattributaire à bons de commande, en application des dispositions des articles L. 2325-1 1°, R. 2362-1 à R. 2362-6 et R. 2362-8 du code de la commande publique.

5.2 Allotissement, tranches & décomposition en postes

Le marché est constitué d'un lot unique.

Il sera décomposé en postes de manière à satisfaire les besoins objets du marché.

Le Marché SYMPHONIE MCO est défini en 2 postes :

- Poste 1 : *Soutien MCO et MCS*
- Poste 2 : *Acquisition matériels, logiciels et prestations*

5.3 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de 36 mois ferme. Il est reconductible tacitement jusqu'à 4 (quatre) fois pour une durée de 12 (douze) mois maximum, sans que sa durée totale ne puisse excéder 84 (quatre-vingt-quatre) mois.

Les modalités de la non-reconduction du marché sont précisées dans le cahier des clauses administratives particulières

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La durée de validité du marché court à compter de sa date de notification

La durée de validité du marché s'entend comme la période durant laquelle l'Acheteur peut émettre des bons de commande.

5.4 Montant du marché

Le montant global estimé de l'accord-cadre s'élève à **84 000 000 € TTC** (*quatre-vingt-quatre millions d'Euros*). Ce montant estimatif est donné à titre indicatif et ne constitue en rien un engagement de la part de l'Administration.

Le montant maximum de l'accord-cadre, sur sa durée totale (toutes reconductions comprises), s'élève à **126 000 000 € TTC** (*cent-vingt-six millions d'Euros*).

5.5 Lieu d'exécution du marché

Les lieux d'exécution des prestations du présent marché sont situés en France métropolitaine (*Corse incluse*), en outre-mer et à l'étranger.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE LA CONSULTATION ET INFORMATION DES CANDIDATS

6.1 Acceptation du dossier de consultation

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement.

Les candidats consultés ne pourront prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, en particulier pour la remise de leurs candidatures.

La présente consultation n'engage pas l'Acheteur à notifier le marché public correspondant.

6.2 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

Le téléchargement sera enregistré sur le « registre des retraits de DCE » tenu par la PLACE.

6.3 Modalités d'échanges avec les candidats

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le candidat devra transmettre sa demande de renseignements, sous forme de questions (format .xls, .xlsx), en temps utile, au plus tard 10 jours avant la date de remise des candidatures. Toute demande reçue après ce délai est considérée comme non reçue. Aucune information ne sera transmise par téléphone.

Le formalisme de ces questions sera le suivant :

Date	Nom du document	Article & page correspondante	Question

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 (six) jours avant la date limite de remise des candidatures.

L'Administration se réserve la possibilité de n'apporter aucune réponse, lorsque la question posée n'est pas pertinente. Aussi, la réponse sera transmise à tous les candidats sous réserve que la question et la réponse ne dévoilent pas des éléments relatifs au secret des affaires du candidat ayant posé la question.

L'Administration appelle la vigilance des candidats sur le soin et la qualité à apporter à la rédaction de ces questions.

6.4 Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une candidature avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des candidatures.

Un délai supplémentaire pourra être accordé aux candidats et la date limite de remise des candidatures repoussée.

En cas de report de la date limite de remise des candidatures, les dispositions *supra* sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

6.5 Assistance

Les opérateurs économiques disposent de guides tutoriels téléchargeables sur la PLACE, d'une FAQ et d'une assistance téléphonique après génération d'un ticket le cas échéant, destinés :

- à les guider et les aider à utiliser les fonctionnalités de la PLACE ;
- à les aider à déposer leurs plis de candidature et d'offres et leurs documents sur cette plate-forme.

Le webmaster plate-forme des achats de l'état est joignable par la languette « FAQ et support en ligne » directement sur le site, une fois identifié.

ARTICLE 7 CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (sous-traitance, cotraitance, filiale, etc.)

Dans ce cas, le candidat doit être en mesure d'établir qu'il disposera effectivement des moyens extérieurs dont il se prévaut pour l'exécution du marché et de produire les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés.

L'appréciation de la capacité du candidat, individuel ou groupement d'opérateurs économiques, s'apprécie globalement en tenant compte des capacités des opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie.

7.1 Dispositions relatives aux groupements d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats sous forme de groupement, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale.

Les candidats sont interdits de présenter pour le marché ou certains de ses lots plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- En qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

L'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations. Le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

L'Acheteur exige que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Acheteur.

La composition du groupement peut être modifiée jusqu'à la date de signature du marché public, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition, ou si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-contractants ou entreprises liées.

L'Acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-contractants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

7.2 Dispositions relatives aux sous-contractants

Il est interdit de sous-contracter la totalité des prestations du marché.

Au sens du présent article, un sous-contractant est soit :

- Un sous-traitant au sens de la [loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance](#) ;
- Un opérateur économique avec lequel le titulaire conclut en vue de la réalisation d'une partie de son marché un contrat dépourvu des caractéristiques du contrat d'entreprise. (sous-contractant ne présentant pas le caractère de sous-traitant)

L'Acheteur exige du sous-contractant qu'il présente les garanties suffisantes telles que celles exigées pour les candidats du marché public principal en termes de financières, techniques et professionnelles.

En cas de recours du candidat aux capacités financières, techniques et professionnelles d'un sous-contractant pour justifier de ses capacités à exécuter le marché, le candidat a l'obligation de fournir à l'Acheteur une déclaration (rubrique H du formulaire DC2) mentionnant les capacités du sous-contractant sur lesquelles le candidat s'appuie et doit fournir les documents établissant la capacité du sous-traitant en annexe de la déclaration de sous-traitance.

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations objet du marché, le candidat doit présenter à l'Acheteur, par le biais d'une déclaration de sous-traitance – formulaire DC4 (accessible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) l'ensemble des sous-traitants auxquels il entend recourir pour l'exécution du marché pour obtenir son acceptation ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement. Au stade de la remise des offres, le candidat devra communiquer à l'Acheteur un formulaire DC4 actualisé précisant le montant des prestations sous-traitées.

En ce qui concerne les sous-contractants ne présentant pas le caractère de sous-traitants, l'Acheteur exige du candidat qu'il indique l'identité des sous-contractants qu'il entend solliciter ainsi que la nature et l'étendue des prestations qui leur seront confiées lorsque :

- Le montant envisagé du sous-contrat est supérieur à **40 000 € HT**.

Cette déclaration peut être réalisée sous papier libre. Au stade de la remise des offres, le candidat devra communiquer à l'Acheteur un document actualisé précisant le montant des prestations faisant l'objet du sous-contrat.

Le candidat remet également à l'acheteur une déclaration du sous-contractant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion.

De manière générale, au stade de la remise des candidatures, l'Acheteur souhaite être informé de la liste des sous-contractants potentiels auquel le candidat est susceptible d'avoir recours. Fournir une liste à ce stade n'empêche pas de pouvoir déclarer des sous-contractants supplémentaires au stade de la remise de l'offre, ou en cours d'exécution du marché.

La notification du marché emporte acceptation du sous-contractant et agrément de ses conditions de paiement.

7.3 Capacités à détenir par le titulaire

Pour des raisons liées à la bonne exécution du marché, ainsi qu'aux enjeux de fournitures de matériels à destination des entités du Ministère des Armées, l'Acheteur exige du candidat, individuel ou groupement d'opérateurs économiques, qu'il dispose des capacités dont la liste est précisée à l'article 8.1.2 du présent document *infra*.

ARTICLE 8 COMPOSITION DES CANDIDATURES

8.1 Contenu des candidatures

Les candidatures sont présentées soit par un opérateur économique seul, soit par chacun des membres d'un groupement d'opérateurs économiques, soit par le mandataire d'un groupement d'opérateurs économiques s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ceux-ci.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant impérativement, sous peine de rejet, les éléments listés *infra*, destinés à vérifier que les candidats disposent de l'aptitude

professionnelle et des capacités requises pour exécuter le marché public. Les exigences sont cumulatives.

Lors de la remise de votre pli, il est demandé aux candidats, de bien réunir les fichiers à déposer dans un répertoire zippé avant de le déposer sur PLACE. L'outil zip est en libre téléchargement depuis PLACE entreprise sur Accueil /aide/Outils informatiques.

Pour la présente consultation, l'Acheteur fixe un niveau minimal de capacité financière précisé dans les tableaux ci-après. Il est aussi exigé des candidats qu'ils démontrent disposer des capacités techniques et professionnelles suffisantes pour exécuter le marché public.

Les candidats doivent fournir l'ensemble des documents ci-dessous :

8.1.1 Situation juridique et administrative des opérateurs économiques

Lettre de candidature – formulaire DC1 (ou équivalent)	<p>Document à compléter et signer indiquant notamment le nom et les coordonnées du candidat, le lot pour lequel il est candidat et, le cas échéant, la composition et la forme du groupement ainsi que l'identité du mandataire.</p> <p>En cas de candidature groupée, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir son propre formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement.</p> <p>Dans ce cas, il appartient à chacun des membres du groupement de renseigner de manière identique les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation et l'habilitation du mandataire.</p>
Déclaration de candidature – formulaire DC2 (ou équivalent)	<p>Document à compléter et signer apportant notamment des précisions sur le statut du candidat et permettant de s'assurer de ses capacités pour l'exécution du marché.</p> <p>En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement doit renseigner ce document.</p> <p>En cas de recours du candidat aux capacités d'un autre opérateur économique pour justifier de ses capacités à exécuter le marché, le candidat doit le déclarer en rubrique H du formulaire DC2 et fournir les documents établissant la capacité du sous-traitant en annexe de la déclaration de sous-traitance.</p>
Déclaration de sous-traitance – Formulaire DC4	<p>Modèle de déclaration de sous-traitance utilisé par les candidats pour présenter un sous-traitant et obtenir son acceptation ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement.</p> <p>Au stade de la remise des candidatures, document à compléter et signer dans le cas où le candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant présenté : le DC4 fait apparaître les informations et renseignements demandés par l'acheteur s'ils n'ont été déjà transmis dans le cadre du DC2.</p>

	Le montant des prestations sous-traitées sera à renseigner au stade de la remise des offres.
Déclaration de recours à des sous-contractants ne présentant pas le caractère de sous-traités	<p>Sur papier libre.</p> <p>Au stade de la remise des candidatures, document à compléter et signer dans le cas où le candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-contractant ne présentant pas le caractère de sous-traité présenté : le document fait apparaître les informations et renseignements demandés par l'acheteur s'ils n'ont été déjà transmis dans le cadre du DC2.</p> <p>Le montant des prestations objet du sous-contrat sera à renseigner au stade de la remise des offres.</p>
Copie du ou des jugements prononcés	Dans le cas où le candidat est en redressement judiciaire.
Pouvoir des personnes physiques à engager la société	Preuve ou attestation du pouvoir de la personne physique signataire, lui permettant d'engager la société au stade de la candidature.
Déclaration sur l'honneur visant à justifier que le candidat n'est pas visé par un motif d'exclusion des marchés publics	<p>Elle vise à justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et L. 2341-5 et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.</p> <p>En cas de recours aux capacités d'un autre opérateur économique, une attestation sur l'honneur doit également être fournie par ce dernier.</p>
Déclaration sur l'honneur relative au respect du règlement (UE) n° 833/2014 du Conseil du 31/07/2014, modifié par le règlement (UE) N° 2022/576 du 08/04/2022	Annexe 2 à compléter et signer.

Ces documents doivent être dûment complétés et signés par une personne habilitée à engager le candidat.

Les documents vierges (DC1, DC2), ainsi que leur notice explicative, peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

8.1.2 Capacités du candidat à exécuter le marché

Le candidat doit communiquer à l'Acheteur l'ensemble des renseignements et documents de preuve ci-après, permettant à l'Acheteur d'apprécier ses capacités à exécuter le marché. Ces documents doivent être signés.

8.1.2.1 Au titre des capacités économiques et financières du candidat

Renseignement exigé	Observations
Chiffre d'affaires moyen annuel global du candidat ou du groupement économique sur les trois derniers exercices, ainsi que la part du chiffre	Il est demandé aux candidats de renseigner la rubrique F1 du DC2 en spécifiant, pour chaque année d'exercice, la part du chiffre d'affaire

d'affaires réalisée sur des prestations de même nature que celles du marché.	réalisé dans le domaine correspondant à l'objet de la présente consultation.
Exigence minimale : 30 millions d'euros dans le domaine	Partie IV-B-1a et/ou 1b et/ou 2a et/ou 2b du DUME. <i>Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, « l'acheteur [...] ne tient pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 ».</i>

8.1.2.2 Au titre des capacités techniques et professionnelles du candidat

Renseignement exigé	Observations
Capacité à intervenir à l'international, en outre-mer et en France Métropolitaine	Tout documents, attestations ou renseignement permettant de démontrer la capacité du candidat.
Capacité technique à assurer un niveau d'intervention de soutien industriel sur site de façon ponctuel et à la demande sur la gamme MITEL.	Détenir la certification de l'éditeur MITEL, le réseau étant essentiellement composé de ces solutions, il est impératif que le candidat soit partenaire MITEL de niveau platinum et d'envergure internationale.

8.2 Signature des documents

Lorsque la signature d'un document visé *supra* est exigée, l'Acheteur incite fortement les candidats à avoir recours à la signature électronique, mais autorise la signature manuscrite scannée. Une signature manuscrite apposée dans un document imprimé, puis scannée, ne donne pas la qualité d'original à ce document.

Les modalités de signature électronique sont précisées en annexe 1 *infra*.

ARTICLE 9 PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

9.1 Date et heure limites de remise des candidatures

Les date et heure limites de remise des candidatures figurent en première page du présent document. Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites.

Les plis et la copie de sauvegarde qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts, sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

9.2 Report de la date limite de remise des candidatures

Les opérateurs économiques ont la possibilité de demander un report de la date de remise des candidatures.

Toute demande de report devra parvenir au service chargé des opérations de passation du présent marché (via la PLACE) au plus tard 15 (quinze) jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures. Toutes les demandes reçues après ce délai seront considérées comme non reçues. L'Administration est libre de répondre aux demandes qui lui parviennent.

Dans le cas d'une décision de report, chaque opérateur économique ayant retiré le dossier de consultation est averti par courriel envoyé via la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

9.3 Modalités de remise des candidatures

Les candidatures et la copie de sauvegarde sont transmises conformément à l'annexe I du présent document.

9.4 Variantes

L'Acheteur n'accepte pas la présentation de variantes au titre du présent accord-cadre.

ARTICLE 10 EXAMEN DES CANDIDATURES

S'agissant d'une procédure restreinte, l'Acheteur sélectionne les candidats qui seront invités à participer à la suite de la procédure.

L'Acheteur élimine :

- Les candidatures parvenues hors délai,
- Les candidatures incomplètes, si la faculté d'en demander la régularisation n'est pas mise en œuvre ou si le candidat n'a pas produit les éléments manquants demandés par l'Acheteur dans le délai qu'il a fixé ;
- Les candidatures pour lesquelles :
 - o Le candidat ne dispose manifestement pas des capacités suffisantes pour exécuter le marché public ;
 - o Le candidat n'atteint pas les niveaux minimaux de capacités fixés par l'Acheteur.

Cette sélection s'opère en deux temps :

❖ Examen de la complétude du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit contenir, sous peine de rejet, l'ensemble des documents ou renseignements précisés à l'article 8.1 du présent règlement de la consultation.

S'il le souhaite, l'Acheteur peut autoriser le candidat à régulariser sa candidature s'il constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes.

En cas de recours à cette faculté par l'Acheteur, le candidat dispose d'un délai, déterminé par l'Acheteur et communiqué par lui au candidat lors de sa demande de régularisation, pour produire les éléments manquants et/ou incomplets. À l'expiration de ce délai, le candidat qui n'a pas produit les documents ou renseignements demandés verra sa candidature rejetée.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il s'agit d'une simple faculté de l'Acheteur et que sa mise en œuvre n'est pas systématique. Ils doivent donc faire

preuve d'une grande vigilance dans la constitution de leur dossier de candidature et d'offre et s'assurer de sa complétude avant toute transmission à l'Acheteur.

❖ Examen des capacités du candidat à exécuter le marché

Chaque candidature, dès lors qu'elle est complète fait l'objet d'un examen au regard du niveau des capacités professionnelles, techniques et financières nécessaires à la bonne exécution du marché telles qu'énoncées à l'article 8.1 *supra*.

Dans le cadre de cet examen, l'Acheteur élimine les candidats qui fournissent des informations démontrant qu'ils n'atteignent pas les niveaux minimaux fixés à l'article 8.1 du présent document ou qui ne disposent manifestement pas des capacités suffisantes pour exécuter le marché.

L'acheteur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

ARTICLE 11 CLAUSES DE SECURITE

L'attention du candidat est attirée sur le fait que l'exécution du Marché nécessite l'habilitation des personnes physiques en position d'administration sur un réseau DR au niveau « SECRET » et que les personnels concernés soient de nationalité française.

11.1 Spécial France

La passation et l'exécution du Marché nécessite la communication d'informations ou supports portant la mention « Spécial France ».

Conformément aux articles 1.2.2.1 et 4.4.1.4.f de l'IGI 1300 et aux fiches 4.9 et 7.3 de l'IM 900, aucune personne morale étrangère, ni aucune personne physique de nationalité étrangère (y compris d'éventuels cotraitants ou sous-traitants) ne peuvent détenir ou accéder à des informations portant la mention « Spécial France ».

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il devra nécessairement disposer de personnels de nationalité française pour l'accès aux informations et supports portant la mention « Spécial France ».

ARTICLE 12 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère de l'action et des comptes publics
59, boulevard Vincent Auriol
75703 Paris Cedex 13
Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'Etat,
Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

ARTICLE 13 CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable au lot unique du présent marché.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

ARTICLE 14 LA VÉRIFICATION DE L'ABSENCE DE MOTIFS D'EXCLUSION DES CANDIDATS SÉLECTIONNÉS

Les candidats sélectionnés à l'issue de l'examen des candidatures, réalisé dans les conditions définies à l'article 10 du présent document, doivent communiquer à l'Acheteur l'ensemble des documents ci-après permettant de s'assurer qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation du marché :

- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ;
- Une déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2341-1, à l'article L. 2141-4, au 1° de l'article L. 2341-3 et à l'article L. 2141-5 du code de la commande publique ou un extrait de casier judiciaire ;
- L'attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés), délivrée par l'administration fiscale ;
- L'attestation de vigilance justifiant qu'il est à jour de ses obligations sociales (déclarations et paiements), prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et délivrée par l'URSSAF ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

Dans le cas où le candidat ne communique pas les documents exigés par l'Acheteur ou les communique hors-délai, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

L'Acheteur autorise le candidat à ne pas fournir les documents demandés lorsque :

- L'acheteur peut les obtenir directement par le biais :
 - o D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel
 - o Ou, d'un espace de stockage numérique,

à condition que figurent, dans le dossier de candidature, toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

- Les documents justificatifs et moyens de preuve ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et demeurent valables. Dans ce cas, l'attributaire pressenti indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

ARTICLE 15 POURSUITE DE LA PROCÉDURE AVEC LES CANDIDATS ADMIS À SOUMISSIONNER

La procédure se déroule en deux temps :

- Une première phase correspondant à la présente phase de sélection des candidatures ;
- Une seconde phase de présentation des offres et de sélection de l'attributaire.

À l'issue de la première phase, les candidats admis à participer à la seconde phase se verront adresser une invitation à soumissionner, avec un lien de téléchargement et un code d'accès pour télécharger le dossier de consultation des entreprises comportant le règlement de la consultation « phase offres » et toutes les pièces relatives au marché. (En particulier : acte d'engagement, cahier des clauses administratives particulières et cahier des clauses techniques particulières).

Le règlement de la consultation « phase offres » précisera notamment les date et heure limite de remise des offres, les critères d'attribution du marché, les modalités de la négociation et tous les éléments relatifs à la phase offre.

ARTICLE 16 LANGUE

[La loi n° 94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française](#) impose que la désignation, la candidature, l'offre, la présentation des biens, produits ou services soient faites en langue française. Ainsi le candidat doit formuler sa candidature, ainsi que tous les documents l'accompagnant, en français.

Dans le cas où le candidat ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir ce document accompagné d'une traduction en français.

L'ensemble des communications écrites ou orales qui peuvent avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur et les candidats durant la phase de consultation s'effectue en français.

ARTICLE 17 DEVISE

La devise utilisée dans le cadre du présent marché est l'Euro (€).

ARTICLE 18 LITIGES – CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et le tribunal compétent est le tribunal administratif de Melun :

43, rue du Général de Gaulle
77 008 MELUN
Tel : 01 60 56 66 30
Site : Ta-melun@juradm.fr
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

Auprès de lui, les recours suivants sont notamment possibles :

18.1 Le référé précontractuel (articles L.551-1s et R.551-1s du code de justice administrative)

Le candidat peut saisir le juge d'un référé précontractuel en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence du pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues aux articles précités. Seules les personnes qui ont un intérêt à conclure le contrat et qui sont susceptibles d'être lésées par le(s) manquement(s) invoqué(s) sont habilitées à engager un référé précontractuel.

Le recours peut être formé à tout moment de la procédure – de la publication de l'avis de publicité jusqu'à la signature du contrat, et entraîne la suspension de la signature du contrat jusqu'à la notification au pouvoir adjudicateur de la décision juridictionnelle.

18.2 Le référé contractuel (articles L.551-13s et R.551-7s du code de justice administrative)

Le candidat peut saisir le juge d'un référé contractuel dans les conditions prévues aux articles précités. Il est recevable à former un référé contractuel lorsqu'il n'a pas été mis en mesure de former un référé précontractuel. Seules les personnes qui ont un intérêt à conclure le contrat et qui sont susceptibles d'être lésées par le(s) manquement(s) invoqué(s) sont habilitées à engager un référé contractuel.

En application de l'article R.551-7 du code de justice administrative, le recours doit être formé dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution du contrat au JOUE ou la notification de la conclusion du contrat.

En l'absence de la publication d'avis d'attribution ou de la notification de la conclusion du contrat, ce délai est porté à six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

18.3 Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (recours « Tarn-et-Garonne »)

Tout concurrent évincé ou tout tiers à un contrat administratif, susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses, est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles.

Le recours doit être formé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées relatives à la conclusion du contrat.

18.4 Le recours pour excès de pouvoir

Les clauses réglementaires du marché et la décision d'abandon de procédure peuvent être contestées, par tout tiers, par la voie du recours pour excès de pouvoir.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le recours doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

ANNEXE 1 – MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

Dispositions générales

L'Acheteur impose la transmission du dossier de candidature par voie électronique sur la plateforme PLACE.

Le candidat transmet à l'Acheteur son dossier en une seule fois. Si plusieurs candidatures sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière candidature reçue par l'Acheteur dans le délai fixé pour la remise des candidatures.

Après le dépôt du pli sur la plateforme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'Acheteur.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt mentionnées en première page, sera considéré comme remis hors délai. Il ne sera pas ouvert et sera déclaré irrecevable.

La date et l'heure prises en compte pour la remise des réponses sont celles données par la plateforme PLACE à réception des documents envoyés par le candidat.

Format des fichiers

Les formats de fichiers acceptés et à utiliser pour le dépôt des candidatures sont les suivants :

- MS WORD (.doc, .docx) ;
- MS EXCEL (.xls, .xlsx) ;
- MS POWERPOINT (.ppt, .pptx) ;
- LO WRITER (.odt) ;
- LO CALC (.ods) ;
- LO IMPRESS (.odp) ;
- ADOBE READER (.pdf) ;
- Dossiers compressés au format .zip, .7z ;
- Formats d'images numériques .png, .jpg.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

Lors de la remise de votre pli, il est demandé aux candidats, de bien réunir les fichiers à déposer dans un répertoire zippé avant de le déposer sur PLACE. L'outil zip est en libre téléchargement depuis PLACE entreprise sur Accueil /aide/Outils informatiques.

Copie de sauvegarde

En sus de la transmission de son dossier de candidature et d'offre, le candidat peut faire parvenir à l'Acheteur une copie de sauvegarde, dans les délais impartis pour la remise des candidatures et selon les conditions fixées ci-après.

L'Acheteur incite fortement le candidat à recourir à la transmission d'une copie de sauvegarde afin de pallier tout dysfonctionnement pouvant affecter la remise du pli par voie électronique.

Conformément aux dispositions de [l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde](#), la copie de sauvegarde peut être transmise à l'Acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique (clef USB), et doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

- Numéro de la consultation : DAF_2023_001484 ;
- Objet : SOUTIEN SYMPHONIE ;
- Nom et adresse du candidat ;
- Mention lisible « NE PAS OUVRIR PAR LE BUREAU COURRIER – COPIE DE SAUVEGARDE ».

Les copies de sauvegarde doivent être envoyées ou déposées, comme suit :

Envoi par voie postale
MINISTERE DES ARMEES
Direction Interarmées des Réseaux d'Infrastructure et des Systèmes d'information de la Défense
Département Ingénierie, Prescription et Marchés
Service Ingénierie Contractuelle et Logistique
Bureau Marchés IT / Section Télécommunication
Fort de Bicêtre – BP7
21 rue Charles Gide – 94270 Le Kremlin Bicêtre

Concernant l'envoi de la copie de sauvegarde par courrier : conformément à l'article L.112-1 du code des relations entre le public et l'administration, le cachet de la poste ne fait pas foi ; la date d'arrivée faisant foi est la date de réception effective du pli par l'administration.

En aucun cas, l'Acheteur ne peut être tenu responsable de tout retard ou incident éventuel lors de la transmission et du dépôt de la copie de sauvegarde.

Cette copie, si elle est parvenue dans les délais, ne sera ouverte que si : un programme informatique malveillant est détecté dans la candidature transmise par voie électronique, la trace de cette malveillance étant conservée ; la candidature est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'Acheteur.

Antivirus

Les candidats s'assurent que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis.

Modalités de signature électronique

Chaque document à signer doit être signé individuellement. Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- Dans PLACE (guide d'utilisation – utilisateur entreprise) ;
- Dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. Au certificat de signature électronique ;
2. À l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

1°/ Exigences relatives au certificat de signature électronique

La signature électronique doit reposer sur un certificat de signature électronique qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- La signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié (niveau 3) ;
- La signature électronique qualifiée (niveau 4).

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- Sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- Sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>).

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

2°/ Exigences relatives à l'outil de signature

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires. Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

**ANNEXE 2 – DÉCLARATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AU RESPECT DU
RÈGLEMENT (UE) N° 833/2014 DU CONSEIL DU 31/07/2014, MODIFIÉ PAR LE
RÈGLEMENT (UE) N° 2022/576**

Par la présente, je soussigné(e) _____

représentant la société _____, candidate,

et agissant en qualité de _____

certifie sur l'honneur que conformément au règlement (UE) 2022/576 du Conseil du 08 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine :

- Ma société n'est pas établie sur le territoire russe ou détenue à plus de 50%, et de ce manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- Ma société n'agit pas pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- Mon/mes sous-traitant(s), fournisseur(s) ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru par ma société ne se trouvent pas dans l'un des cas susmentionnés, si le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

DATE :

Signature du représentant du candidat

ANNEXE 3 – FICHE DE PRESENTATION MARCHE SOUTIEN SYMPHONIE

Le présent marché a pour objectif principal de permettre le maintien :

- Du service de téléphonie actuellement en production au sein des armées, tant au niveau du centre de gestion que du cœur VoIP et des passerelles associées
- Du système de commutation.

Par ailleurs, il doit permettre l'acquisition d'équipements et de prestations associées pour répondre aux besoins en terme de formation, installation / désinstallation de nouveaux sites et prestations intellectuelles (ex : restructuration de l'architecture en mode projet) liées.

Le réseau téléphonique du ministère des Armées s'appuie sur le système SYMPHONIE (SYstème Modernisé de TéléPHONIE) afin de fournir un service de téléphonie d'usage général (TUG) à l'ensemble des abonnés des Armées.

Le système SYMPHONIE est aujourd'hui composé d'environ 1500 PABX dont 1200 supervisés et près de 300 non supervisés, de marque MITEL, répartis sur l'ensemble des sites du ministère des Armées en France métropolitaine, en outre-mer et à l'étranger, afin de permettre à 230 000 usagers de bénéficier d'un service de téléphonie interne au ministère.

Le système SYMPHONIE permet également d'établir des communications avec :

- Les postes téléphoniques cryptés nationaux souverains de type TEOREM
- Les correspondants hors Ministère des Armées tels que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Union Européenne (UE).

Ventilé en deux postes, le marché doit répondre aux besoins suivants :

➤ Poste 1 : Soutien MCO et MCS

Le poste 1 doit permettre de commander le maintien en condition opérationnelle et de sécurité du système de téléphonie du Ministère des Armées. Cela concerne l'ensemble des équipements et logiciels du présent Marché ainsi que le maintien des moyens et connaissances industrielles.

➤ Poste 2 : Acquisition matériels, logiciels et prestations

Le poste 2 est par définition un poste à bons de commande, actif sur la durée du Marché. Il comprend la passation de commandes :

- Unitaires pour les fournitures dont les tarifs sont fixés ;
- Unitaires pour les prestations dont les tarifs sont fixés ;
- D'acquisition des fournitures et prestations en mode projet ;
- D'opérations forfaitaires incluant des fournitures et/ou des prestations dont les tarifs sont fixés.

Les principales caractéristiques et la volumétrie des moyens à maintenir sont listées dans le tableau ci-après :

Généralités	
Nombre de site	Environ 650 emprises représentant près de 1500 sites (Métropole, DROM-COM, Etranger)
Nombre d'usagers	Environ 230 000 usagers
Sous-système de commutation	
Mitel AXS	Environ 500
Mitel AXD	Environ 900
Postes analogiques	Environ 165 000
Postes numériques	Environ 65 000
Autres postes (IP / RNIS / DECT)	Environ 300
Serveurs cluster	4x2 serveurs (3 en production – 1 en plateforme DGA)
Sous-système Cœur VoIP	
Sites d'hébergements	2 (Rennes et Bordeaux)
Capacité max abonné	300 000
Capacité max site	1 800
Nombre de passerelle T2 / IP	5 passerelles redondées
Nombre de sessions d'appels	Nombre de session : 4000 Nombre de Trunk SIP : 1000
Sous-système de gestion	
Site d'hébergement	2 (Rennes et Toulon)
Equipements actifs	13 types différents (serveur, Nas, Pare-feu, Appliance, Commutateur réseau)
Applications	Plus de 50 applications
Console d'administration déployées	Environ 120
Sous-système de sécurité	
Lien de télémaintenance	Environ 100 interventions annuelles
Nombre de lien	2 (Site MOI vers CG Ouest et Site MOI vers CG EST)
Homologation du lien	Diffusion Restreinte
Sous-système réseau	
Routeur	Environ 10 routeurs

Switch	10 ports : Environ 1000 28 ports : Environ 100
Sous-système infrastructure	
Baies avec gestion	21U / 36U / 42U / 47U
Coffrets avec gestion	15U
SECURIP	Environ 700

Le marché doit s'exécuter en France Métropolitaine, en Outre-Mer (Guyane, Antilles, Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie et Polynésie Française) et à l'étranger (à ce jour et sans préjuger des évolutions possibles en plus ou en moins : Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon, Djibouti et Emirats Arabes-Unis).